

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

4 JANVIER AU 17 JANVIER 1979

9^e ANNÉE — N° 284 — 4,00 F

psychiatrie:

goulag de la folie



lorraine :

**de la faillite
à la
renaissance**

page 2

**travailler
2 h par jour ?**

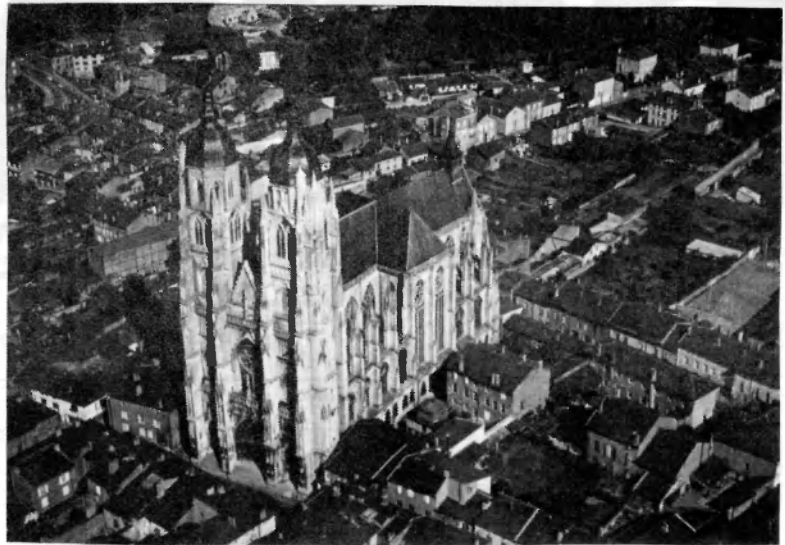
page 5

**hommage à
messiaen.**

page 10



la triste saint nicolas des lorrains



Ce régime est décidément celui de l'imposture : on célèbre la « construction » de l'Europe mais les conflits d'intérêts ne cessent de frapper de nullité ce qui vient d'être décidé (notre article sur Les montants compensatoires). Et le gouvernement pleure sur une facture pétrolière qu'il paie depuis quatre ans en monnaie de singe (« les vilains émirs »). M. Barre démontre que tout ne va pas si mal mais il suffit de vivre en Lorraine pour mesurer l'immensité du gâchis (« la triste Saint-Nicolas des Lorrains » par Jean-François Trischler). Et la télévision à l'heure de la publicité, vante les travailleurs émigrés... que le gouvernement voudrait bien mettre à la porte (l'article de Saint Vallier). Reste-t-il encore des journalistes pour dénoncer et accuser comme le Zola ressuscité par Armand Lanoux et Stello Lorenzi? (La critique de B. La Richardais).

De déconvenues électorales en défaites économiques, venons-nous de vivre une année pour rien, comme se le demande Bertrand Renouvin dans son éditorial? Les partis sont en crise (le R.P.R. par exemple dont Hubert Bocquillon analyse les préoccupations). Et les Français sont las des jeux politiques. Mais nous vivons une période de dévoilement. Une pensée se cherche (l'article de Gérard Leclerc), de nouvelles façons de vivre et de travailler sont envisageables (notre article sur les questions du travail) et nous pouvons écouter une vraie musique qui nous dit quelque chose de l'être (hommage à Olivier Messiaen par Marc Hédelin). Reste à repenser la politique et à transformer de fond en comble une société qui est pathogène comme le montre Julien Betbèze (pages centrales). Face au grand enfermement qui nous menace, nous devons trouver les voies de notre délivrance.

Ce ne sont pas seulement les Portais, les Messins et les Nancéens qui ont, traditionnellement, accueilli l'Evêque de Mire mais jusqu'au moindre village lorrain. Partout, bravant les consignes nationales, s'il y en a encore, ce ne sont que féériques illuminations.

La Lorraine s'est trouvée un masque. Après tout, c'est Noël même si odieusement on abuse de l'effet démobilisateur de ce jour sacré. Il n'y aura pas de miracle.

Royaliste s'est plusieurs fois fait l'écho des graves problèmes de mon pays montrant l'invraisemblable gâchis qui y a été fait. Sans l'exploiter comme certains vautours puant de mépris et de contentement, pouvons-nous nous contenter de le dénoncer comme les élus R.P.R.?

J'insiste. Ce qui se passe en Lorraine ne peut pas ne pas avoir d'énormes conséquences. Si je ne venais de passer un an à Paris je ne saurais que là-bas il vous est très difficile de vous en rendre compte : il y a les Pucés, les Punks, la Bourse, la Mode, les défilés, l'Elysée et les Halles comme le seul vrai et important scandale national. N'a-t-il pas fallu que votre Maire lui-même se casse une jambe pour se mettre à réfléchir?

La Lorraine ce n'est pas seulement la faillite d'une industrie : la sidérurgie, ailleurs le textile, c'est bien sûr le constat d'échec du libéralisme, c'est encore la faillite de toutes les politiques d'éducation et d'aménagement du territoire, l'énorme « bide » de la C.E.C.A. (créée par un Lorrain pour la Lorraine...) comme la faillite des syndicats et partis politiques incapables de prévoir, d'organiser, d'imaginer, aujourd'hui de mobiliser, en un mot la

faillite de tout le système : le « Désordre établi ».

Vingt mille nouvelles suppressions d'emplois et à Vichy, le Chef de l'Etat se félicite : « Certaines entreprises ont d'ores et déjà créé des services chargés de prévoir le problème de la reconversion ». Devant l'exaspération des maires de l'arrondissement de Thionville, le Préfet de Région se fâche et les met en garde « le moment n'est pas de serrer les poings, mais de serrer les coudes ». Pendant ce temps, la municipalité communiste veille au maintien de l'ordre dans la rue : elle fait enlever des plaques sauvages apposées par des syndicalistes C.F.D.T. rebaptisant le monument symbolisant « Thionville Métropole du Fer » en « Métropole du Chômage ». Que ferait le parti Communiste d'une insurrection qui, de toute évidence, lui échapperait? Il est au pouvoir, il l'assume pleinement. Son rôle se limite à des revendications, il exige des allocations, des subventions de l'Etat; en cela, il lui est soumis, il en est bel et bien solidaire et ainsi le renforce.

Ici, toutes les fausses légitimités du XIX^e siècle se sont effondrées. Plus rien ne tient debout. Tout est à réinventer, tout à refaire.

Pour la première fois, une région prend conscience de son existence dans une crise. Il me semble que cette Lorraine qui n'existait pas vraiment et qui

craque de partout, brusquement se retrouve, renaît dans la souffrance. Conscient, l'Etat divise : la Meuse, les Vosges, la Lorraine du Nord, joue Neuve-Maison, contre Longwy.

En cela, les cortèges de la Saint-Nicolas ont aussi leur profondeur. L'enthousiasme que mettent les jeunes Portais à sauver leur Basilique, monument national des Lorrains à Saint-Nicolas s'inscrit dans ce mouvement et c'est dans ce sens que j'interprète leur message :

« Ces pierres ont une âme... Parce que le monde actuel vit une évolution bouleversante, parce qu'on n'y discerne plus très bien ni un esprit, ni une éthique, la réflexion qu'elles imposent doit les aider à trouver, ou à retrouver, les valeurs nécessaires à la civilisation de demain ».

« Aucun système économique ne vaut qu'on lui sacrifie tout le temps, toujours et encore des hommes » affirment les socialistes lorrains.

Vous avez inventé les Nouveaux Philosophes, mettez les en pratique! Rejoignez les Royalistes Lorrains. « Hinc Libertas », « C'est d'ici que part la Liberté » proclamaient nos Ducs. Notre croix est lourde mais chargée de tous les espoirs : La Lorraine peut tout autant donner à la France que ce que Paris embarassé et « charitable » lui promet.

J.-F. TRITSCHLER

En Lorraine, le Père Noël n'a jamais eu droit de cité, nous avons conservé la tradition de Saint-Nicolas (Nicolas, en grec, signifie : « Victoire du Peuple »). Il était certainement à Longwy ces jours-ci

racisme : darquier ou les immigrés



Laissons Darquier. Mais à propos du battage organisé autour de lui, ouvrons un peu plus les yeux sur cette immense fausse pudeur qui tout soudain nous a envahis, sur notre bonne conscience qu'à trop peu de frais nous nous sommes fabriqués. Découvrons donc l'immigration, non pas exhaustivement, mais au travers de deux points précis : les mesures de M. Stoléru visant à réglementer l'immigration et l'affaire déjà ancienne du centre d'Arenc.

La montée du chômage a ceci de spectaculaire que lorsque l'on est incapable d'y remédier, il nous faut trouver des boucs émissaires, des palliatifs, bref nous agiter en tous sens pour éviter l'opprobre. Stoléru apprit ainsi à l'opinion que les travailleurs étrangers aggravaient le chômage.

Un projet relatif à la suspension de l'immigration fut soumis à l'avis du Conseil d'Etat : 1) suspension de l'immigration familiale pendant trois ans, 2) arrêt de la délivrance et de la régularisation des cartes de travail, 3) extension de l'aide au retour. Le 21/10/77, la section sociale du Conseil d'Etat rendait un avis défavorable invoquant la non-conformité du

projet aux principes généraux du droit et aux conventions internationales signées par la France. Saisie ensuite, l'assemblée générale du Conseil d'Etat émit le même avis. Entre temps, le projet avait été néanmoins modifié puisque les femmes et les enfants pouvaient désormais venir en France sans cependant y chercher du travail. Autant dire qu'ils valaient mieux qu'ils restent chez eux.

Le 24 novembre, le Conseil d'Etat annule une première circulaire de Stoléru, passé contre son avis, qui concernait l'aide au retour. « Le Conseil d'Etat n'est pas là pour faire la politique de la France, mais pour juger en droit » répliqua-t-il au micro de France-Inter le 26 novembre et d'ajouter qu'il trouverait bien « des moyens autres que des circulaires, arrêtés, décrets ou éventuellement projet de loi » pour mettre en œuvre sa politique. L'humilité a parfois des accents de ferveur. Car en déclarant inconstitutionnelles ces mesures, ce n'est pas la forme du texte qui est en cause mais le fond, c'est-à-dire la politique du gouvernement.

Dernier acte enfin le 10 décembre, le Conseil d'Etat annule le décret suspendant l'immigration des familles des étrangers résidant en France : « Les étrangers rési-

dant régulièrement en France ont comme les nationaux le droit de mener une vie familiale normale ». Un camouflet pour Stoléru ! Mais est-ce pour autant la fin de cette entreprise délibérée d'illégalité puisque Robert Boulin vient de déposer à l'Assemblée Nationale un projet de loi instituant une aide au retour.

LE CENTRE D'ARENCE

En avril 1975, l'opinion publique apprit qu'il existait à Arenc près de Marseille, et à Paris au dépôt de la préfecture de police des endroits où étaient détenus, dans la plus pure illégalité, des étrangers en instance d'expulsion. Messieurs Peyrefitte et Bonnet, sous la pression de l'opinion publique, rédigèrent une instruction dans laquelle ils ordonnaient la cessation de cette pratique, mais tout en reconnaissant plus loin que « dans l'impossibilité d'expulser immédiatement les étrangers » il fallait bien les retirer de la circulation. Ils ignoraient l'ordonnance de 1945, qui, prévoyant ce cas, autorisait une assignation à résidence et non pas une incarcération. En 1977, mille neuf cent cinquante deux personnes ont ainsi séjourné à Arenc illégalement.

L'arrêté d'expulsion étant parfois annulé certains avaient donc passé parfois des mois en détention arbitraire. M. Salah Berrebough porta plainte pour détention arbitraire, arrestation illégale et séquestration. Le 5 décembre 1978, la chambre d'accusation de Lyon déclara qu'à défaut de char-

ges suffisantes, il n'y avait pas lieu de continuer les poursuites. Il est vrai que le responsable de la prison clandestine n'est autre que le préfet des Bouches-du-Rhône, et hiérarchiquement, le directeur de la police et le ministre.

Ne nous appesantissons pas sur les subtilités juridiques ni sur ce grand art ministériel qu'est devenue l'Hypocrisie. « Je ne tolérerai en France aucune forme de racisme, » avait déclaré Stoléru au Monde (28/6/77).

Il est facile de déshonorer son pays quand celui-ci n'a pas les moyens de s'exprimer. Facile aussi d'arborer des médailles de la résistance ou des blessures concentrationnaires pour réprouver les propos de l'ignoble Darquier, facile enfin l'anti-nazisme sans risque quand les étrangers sont amoindris et bafoués, quand les travailleurs immigrés sont employés la plupart du temps à toutes les basses besognes, sont en proie à tous les brigandages économiques et sociaux et que tellement d'autres sont repoussés par l'argent qui insulte, qui sélectionne et qui colporte les misères. La société libérale est un piège, elle n'est ni libérale, ni société comme le disait Pierre Boutang.

Nous ne voulons pas de la morale ravaudée des midinettes gouvernementales pas plus que du cynisme des autres qui engagent les principes français de la liberté sur la voie de la forfaiture.

SAINT-VALLIER

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700



esprit es-tu là ?

A quelques mois des élections européennes, l'esprit européen devrait régner dans la CEE. Or, le « Sommet européen » à peine terminé, la question des montants compensatoires a fait disparaître cet esprit particulièrement volatil.

Pour bien comprendre ce nouveau désaccord, il faut rappeler que les montants compensatoires ont été créés après la crise monétaire de 1976, pour éviter que les échanges agricoles soient déséquilibrés par le flottement des monnaies. Ce système, qui devait être provisoire, fonctionne déjà depuis deux ans. Mais, le nouveau « système monétaire européen », en favorisant la stabilité des monnaies, devait le faire disparaître. M. Méhaignerie vient de constater qu'il n'en est rien.

Soumis aux vives pressions des éleveurs français de porcs, notre ministre avait demandé que le franc vert soit dévalué de 3,6 %, ce qui aurait permis de majorer d'autant les prix garantis français. Mais la Commission de Bruxelles a refusé à la demande de l'Allemagne fédérale. Celle-ci veut en effet conserver ses avantages commerciaux, et s'oppose à une baisse de 4 % des montants compensatoires... qui devaient pourtant disparaître ! Et nos éleveurs de porcs, que cette baisse aurait aidé, se retrouvent, si l'on peut dire, chocolats.

Pourquoi cette mauvaise volonté allemande ! Tout simplement parce que les montants compensatoires facilitent les exportations des pays à monnaie forte (c'est le cas de la RFA) et favorisent les importations dans les pays à monnaie fragile (c'est le cas de la France). L'Allemagne a donc le plus grand intérêt au maintien des montants compensatoires, qui permettent un retour hypocrite aux anciens droits de douane.

Moralité : il n'y a pas d'esprit européen, mais la défense acharnée, par chaque pays, de ses intérêts et de ses privilèges. Et, comme de bien entendu, c'est le plus fort qui gagne.

Y. LANDEVENNEC



R.P.R.

la ligne de crête

Décidément les conséquences du scrutin de mars 78 ainsi que de la politique européenne du gouvernement ne cessent de faire des ravages parmi les grandes formations politiques. Après le P.C., le P.S. et les Radicaux, c'est le R.P.R. qui est secoué par une contestation interne qui risque de mettre en cause sa cohésion.

C'est « l'appel de Cochin » lancé le 6 décembre par Chirac de son lit d'hôpital qui a tout déclenché. Tout en dénonçant « le parti de l'étranger » qui est à l'œuvre avec « sa voix paisible et rassurante » il a réaffirmé avec véhémence son opposition à la politique du gouvernement. « Tout nous conduit à penser, que derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on consent à l'idée de son (la France) abaissement ! En ce qui nous concerne nous devons dire non ».

« Non » on ne peut plus clair qui a reçu le soutien de la totalité des fédérations du RPR. « Non mais »... car le lendemain, Chirac réaffirmait que le RPR ne prendrait pas l'initiative de mettre en cause l'existence du gouvernement. Et l'on a appris depuis que la trêve parlementaire serait reconduite pour la session de printemps jusqu'aux élections européennes. Par souci de ne pas provoquer la chute du gouvernement et de nouvelles élections (défavorables à cause de la situation économique) la direction du RPR est contrainte de critiquer violemment le gouvernement tout en votant pour lui chaque fois que celui-ci posera la question de confiance. C'est cette contradiction permanente qui est à l'origine de la crise.

Chirac et ses collaborateurs se voient contestés de deux côtés à la fois. D'un côté par les ministres RPR, Peyrefitte en tête, qui ne comprennent pas que l'on mette en cause le gouvernement tout en continuant d'en faire partie. De l'autre par les jeunes et certains éléments durs (Debré, Sanguinetti) qui souhaitent voir le RPR entrer dans l'opposition. « Il faut qu'il (Chirac) se retire à Meymac, comme De Gaulle s'était retiré à Colombey, et Giscard à Chamaillères » affirme Sanguinetti.

Tout va dépendre dans les prochains mois de la solidité de l'appareil à maintenir la « ligne de crête » du mouvement (ni opposition-ni soutien) derrière Jacques Chirac. D'où la convergence des critiques des opposants contre ses collaborateurs (Marie-France Garaud, Pierre Juillet, Yves Guena, Charles Pasqua) accusés de former une « bande des quatre » qui le manipulerait. Cependant malgré les tentatives de l'Elysée, la scission n'aura pas lieu. Néanmoins, le combat contre l'Europe n'en sortira pas renforcé. A vouloir attendre le moment favorable, le RPR risque de laisser s'édifier petit à petit l'Europe supranationale.

Hubert BOCQUILLON

or noir : la nouvelle flambée ?

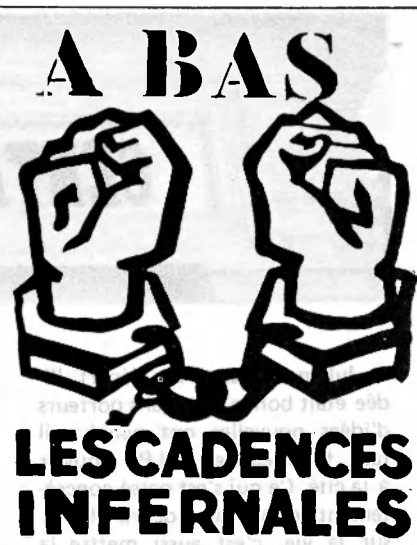
Les Emirs ont encore frappé : plus de 14 % d'augmentation du prix du pétrole. Et chacun de s'étonner et de s'indigner. Etonnant étonnement : la hausse n'était pas imprévisible, et les pays consommateurs ne devraient pas s'indigner que ceux de l'OPEP veuillent compenser en partie la dépréciation monétaire et les hausses de prix des produits qu'ils importent.

Ecrire cela, est-ce manifester un pro-arabisme dément ? Mais les pays de l'OPEP ne sont pas tous arabes. Et, sur le plan économique, il ne faut pas oublier que le pétrole est un produit qui ne se renouvelle pas. Il faut donc le payer à son prix d'utilisation : sinon c'est une erreur économique (car on ne peut évaluer exactement le coût de nos produits) et c'est une spoliation.

Or, depuis quatre ans, les pays producteurs de pétrole n'ont cessé d'être volés. D'abord parce que nous leur vendons des biens qui augmentent au moins de 10 % par an, alors que les pays pétroliers nous vendent au même prix. Ensuite parce que nous les payons en monnaie de singe. Car il ne faut pas oublier que le règlement des factures pétrolières se fait en dollars. Comme ces deux dernières années le dollar a baissé de 25 à 30 %, le prix réel du pétrole a baissé d'autant.

D'ailleurs, avez-vous remarqué que, malgré les récents accords occidentaux sur le « sauvetage » du dollar, cette monnaie a recommencé à chuter dès la décision de l'OPEP ? Cette baisse ne correspond évidemment pas au niveau d'activité de l'économie américaine. Mais elle permettra d'effacer en douceur la hausse du pétrole.

C'est dire qu'en France l'augmentation du litre d'essence ne correspond à aucune « vérité des prix », puisque personne ne sait ce qu'il y a dans la fameuse cagnotte, ni combien la nouvelle baisse du dollar nous fera économiser. L'Etat s'empresse d'oublier ses principes libéraux, lorsqu'il veut se remplir les poches !



pourquoi travailler ?

Pourquoi travailler ? Cette interrogation paraît incongrue. On travaille, c'est évident, pour vivre. Celui qui s'aventurerait à poser cette question avait toutes les chances de s'entendre répliquer « travaille et tais-toi ! » Depuis, le développement rapide des techniques dans nos sociétés industrielles, en parcellisant les tâches, a remis en cause ce sacro-saint principe. Le travail a perdu de l'importance dans l'échelle des valeurs et le problème de sa redéfinition est maintenant posé.

En premier lieu, un retour au sens étymologique de travail s'impose car il est significatif. Travail vient du verbe latin tripaliare qui signifiait : torturer sur le trépalium, c'est-à-dire un pal formé de trois épieux... Ce n'est qu'au XVI^e siècle qu'il prit le sens de « labeur », de « faire un ouvrage ». Le mythe d'un âge d'or du travail « artisanal » est donc à manier avec précaution. Le travail a toujours été un problème, mais il était accepté autrefois comme un tribut à la société, tandis que maintenant une « allergie au travail » (1) semble se développer.

Cette allergie, conséquence de la « déspiritualisation du travail », se manifeste selon Rousselet, par de nombreuses attitudes de fuites. L'absentéisme : les taux de 12 à 13 % sont fréquents dans les industries de manœuvres, les grands commerces, et bureaux à grands effectifs. Le refus des responsabilités : la baisse de la participation aux élections professionnelles, ainsi que du militantisme syndical est importante. Alors qu'il y avait 40 à 50 % de travailleurs syndiqués après la guerre, il n'y en a plus que 25 % toutes centrales réunies, aujourd'hui.

d'hui. Mais ce qui est le plus significatif est que les revendications actuelles portent moins sur les salaires que sur l'augmentation du temps libre, du temps libéré du travail : « une majorité d'employés et d'ouvriers préfère le retour à la semaine de 40 heures et la fixation de l'âge de la retraite à 60 ans, à une amélioration substantielle des salaires ou à tout autre avantage ». Cette tendance se traduit au niveau des jeunes par le sentiment qu'ils travailleront moins que leurs aînés. Interrogés récemment par les enquêteurs du Centre d'Études de l'Emploi sur ce que serait leur vie à 40 ans, plus de la moitié d'un échantillon représentatif de jeunes de 16 ans, ont répondu qu'ils ne pensaient pas être appelés à travailler plus de vingt heures par semaine.

METRO-BOULOT-DODO

Paresse, démission de la famille seront tentés de condamner certains en guise de diagnostic et d'étaler avec complaisance leur « racisme antijeune ». Cette attitude reflète plus profondément, nous semble-t-il, un refus de la société industrielle avancée et de son système productiviste. Les sociologues Friedmann et Fourastié en avaient annoncé les prémisses dans les années soixante. Travailler pour consommer ; consommer pour travailler encore plus. Métro-Boulot-Dodo. Le procès du monopole de la production effrenée des biens sur la libre création des valeurs d'usage rejoint les critiques que Bernanos dressait contre le mythe du progrès dans l'homme contre les robots : « le progrès n'est plus dans l'homme, il est dans la technique, dans le perfectionnement des méthodes capables de permettre une utilisation chaque jour plus efficace du matériel humain ».

Cette évolution, contrairement à ce que tentent de nous faire croire certains économistes, n'est pas inéluctable. Le travail peut redevenir ce facteur d'équilibre et de joie de vivre. Mais comme le remarque Ivan Illich dans « la convivialité » (2), s'efforcer de produire quelque chose de plaisant, aimer ce que l'on fait, sont des notions vides de sens dans une société où seul compte la « place », où seul compte le couple capital/travail. « Tout labeur non rémunéré est méprisé, sinon ignoré ». Le travail est devenu une marchandise.

TRAVAILLER DEUX HEURES PAR JOUR ?

Aussi toute redéfinition du travail, qui passe par sa réduction, ne pourra s'accomplir sans remise en cause des fondements productivistes des sociétés industrielles.

De 1936 à 1976, la productivité a été multipliée par 3,4 mais la durée hebdomadaire du travail n'a pratiquement pas varié. La productivité a donc été essentiellement utilisée pour accroître la production et non pour réduire le temps de travail. Si cette tendance était inversée, le temps de travail pourrait être considérablement réduit. Le collectif Adret surenchérissant sur Paul Lafargue, gendre de Marx, qui, en 1880 dans « le droit à la paresse » (3) réclamait trois heures de travail par jour, pense chiffres à l'appui que « travailler deux heures par jour » (4) serait possible. Cette réduction du travail « lié » passerait selon lui par l'adoption de quatre mesures : réduction de la production, augmentation de la productivité, transformation du travail « lié » en travail « libre », augmentation du nombre de ceux qui prennent part au travail « lié ». Alors chacun reprendrait le temps de vivre et de travailler... librement.

Utopie ? L'auteur en revendique le terme. Ce qui est sûr, c'est que le temps consacré au travail « lié » ira en diminuant. La cinquième semaine de congés payés est à l'ordre du jour. Qui irait s'en plaindre si ce n'est ceux qui ont tout intérêt à ce que les gens s'abrutissent dans le travail ?

Hubert BOCQUILLON

- (1) Jean Rousselet - L'allergie au travail - Ed. Seuil - franco 15 F.
- (2) Ivan Illich - La convivialité - Ed. Seuil - franco 14 F.
- (3) Paul Lafargue - Le droit à la paresse - Ed. Maspéro - franco 19 F.
- (4) ADRET - Travailler deux heures par jour - Ed. Seuil - franco 40 F.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

● **Royaliste** : Tout récemment un homme a été condamné à la réclusion à perpétuité pour deux meurtres qu'il avait commis. Mais lui-même réclamait la peine de mort, en expliquant que s'il avait commis ces deux meurtres c'est parce qu'il était une victime de l'univers psychiatrique. On peut s'étonner devant de tels propos. Rien ne serait-il changé! A quel point en est-on? Quelle est la situation de la psychiatrie en France?

Julien Betbeze : Depuis la dernière guerre mondiale, une certaine évolution s'est produite. Petit à petit, on s'est rendu compte que les hôpitaux psychiatriques avaient une fonction carcérale. D'où une « libéralisation ». Mais il faut bien voir que l'H.P. c'est toujours la mort, et que vivre dans un H.P., c'est mourir à petit feu, dans la mesure où on est expulsé de toute possibilité de vie sociale. Le mode de vie qui fonctionne dans l'H.P. se rapproche plus de la prison que d'autre chose. Mais en même temps, si le monde extérieur participe d'un système de contrôles denses, d'arrimages à la production, on peut dire qu'il se rapproche de l'H.P. qui, dès lors, devient miroir de la vie sociale.



● **Royaliste** : La psychiatrie serait donc liée à la société industrielle?

Julien Betbeze : Effectivement. Le fou c'est celui auquel on refuse d'être homme, celui qui n'a pas la raison (cf. les analyses de Michel Foucault); cette raison comminatoire est celle de la société industrielle. Et puis, au niveau économique, la fameuse loi de 1838 qui réglera l'enfermement, correspond à la logique industrielle et accroîtra au fur et à mesure le nombre des internés. L'H.P. augmente par lui-même la demande de « malades ». Fondamentalement, on veut faire régner l'ordre. Mais c'est aussi l'horreur.

● **Royaliste** : On pense à Antonin Artaud à Rodez, et à l'état

dans lequel le mettaient les électro-chocs.

Julien Betbeze : Actuellement, dans la majorité des H.P., on ne fait plus d'électro-chocs, bien qu'il reste quelques endroits en France où ils ont encore cours (en général dans le privé : ça rapporte!) La nouvelle thérapeutique, en dehors de la psychothérapie, c'est la chimiothérapie avec surtout les neuroleptiques depuis la découverte du largactil en 1952. Mais Frémenville dans son livre la raison du plus fort (1) a décrit ce musée des horreurs du XIX^e siècle où il y a prise de pouvoir absolu sur le corps des malades. Le malade est censé devenir totalement transparent au savoir du psychiatre. Un savoir qui se voudrait scientifique, alors qu'il tâtonne empiriquement avec des recettes appliquées à des cobayes humains. L'homme est le cobaye absolu.

Aujourd'hui, le mode d'intervention s'est déplacé, en restant dans le même espace. L'emprise du psychiatre a même augmenté. Depuis la dernière guerre, tout le monde s'est mis plus ou moins à jargonner freudien « moi », « sur-moi », etc. Ce qui est tenu pour une libération. On passe de la coercition des corps à des techniques douces et à l'analyse, quoi qu'il y ait coexistence avec des techniques moins douces dans des quartiers de haute surveillance, des chambres closes.

● **Royaliste** : Ce doit être parfois nécessaire?

Julien Betbeze : Quand quelqu'un vous envoie des chaises à la figure, on peut se demander s'il est mieux de l'enfermer ou de lui faire une piqûre. Mais le problème essentiel est ailleurs. Il faut voir comment les gens atterrissent dans les hôpitaux psychiatriques. Toute personne est obligée d'avoir un domicile fixe. Si vous êtes ramassés sur un banc public, les flics vous emmènent dans un service de psychiatrie. C'est ainsi que tous les alcooliques ramassés en ville atterrissent en C.H.S... L'alcoolique c'est celui qui ne peut pas parler. Mais nous sommes dans une société où la parole est confisquée et qui fabrique du coup des hommes enclins à boire. D'autre part, on ne peut interdire de boire au nom d'un moralisme étroit, comme cela se pratique dans certains clubs de réinsertion sociale.

● **Royaliste** : Et la politique de secteur?



Julien Betbeze : Au départ, l'idée était bonne. Des gens porteurs d'idées nouvelles ont pensé : il faut faire éclater l'H.P., l'ouvrir à la cité. Ce qui s'est passé concrètement c'est que ouvrir l'H.P. sur la vie, c'est aussi mettre la vie dans l'H.P... Ne crée-t-on pas un gigantesque hôpital psychiatrique à la mesure de la cité?

● **Royaliste** : Et le psi ne remplace-t-il pas le curé?

Julien Betbeze : Le Bris disait qu'avec Freud, on avait gagné un inconscient mais perdu notre âme. C'est vrai. Tous les gens à problèmes vont voir le psychiatre qui correspond à une certaine modalité d'être, à un terrain épistémologique préparé. Il y a eu réaction contre cela avec l'anti-psychiatrie. Les antipsychiatres ont restitué au « fou » son mystère de personne. Mais ça ne débouche sur rien. C'est subversif, non révolutionnaire.

La société actuelle fonctionne au désir. La société de consommation c'est toujours désirer davantage pour pouvoir retrouver son identité, parvenir à l'homme sans manque. Le rôle de la psychiatrie c'est de récupérer les ratages, supprimer les dysfonctions.

Dans ces conditions, on voit que la contestation sérieuse, radicale, ne peut que suspecter les psychiatres d'avant-garde (ceux qui pratiquent la psychothérapie institutionnelle). Est-ce que ce ne sont pas les gens les plus dangereux? Le psychiatre a le pouvoir parce qu'il est le sujet supposé savoir, mais si un tel savoir lui est présumé, ce n'est que parce qu'il occupe le lieu du pouvoir dessiné par la loi. Concrètement, qu'est-ce qu'un psychiatre? Un monsieur (ou une dame) qui fait des études de médecine, puis une spécialité de quatre ans, où il lui faut passer des examens qui se résument à une connaissance nosographique et au bon emploi de l'arsenal thérapeutique. En fait, on ne lui apprend rien. A la limite, il doit se débrouiller tout seul. Il appren-

l'univers

Julien Betbeze, responsable en province, exerce des fonctions de psychiatrie. Il nous explique la situation de la psychiatrie et les siens.

dra sur le terrain. Par ailleurs, il n'a aucune formation sociologique ou philosophique. Il ne peut donc percevoir la fonction politique qu'il assume.

● **Royaliste** : Mais toute une partie du gauchisme ne s'est-elle pas engouffrée dans le personnel psi?

Julien Betbeze : Si, bien sûr! Beaucoup d'ex-gauchistes de 68 sont maintenant dans les H.P. ou plutôt dans les C.H.S. (centres d'hospitalisation spécialisés). Souvent en discussion privée, ils vous confient : si je suis là, c'est pour faire sauter la baraque... Mais c'est ambigu : objectivement on continue à faire fonctionner le système. En même temps, on voudrait le faire sauter. Il y a mauvaise conscience.

● **Royaliste** : Et la psychiatrie en chiffres?

Julien Betbeze : Il faut savoir qu'il y a quatre fois plus d'internés en psychiatrie que dans les prisons. Mais on peut dire que le nombre de gens touchés par la psychiatrie est beaucoup plus important. Sans doute, du moins dans les villes, 4 à 5 % de la population a affaire aux psychiatres. Mais cela va plus loin. L'enfant qui ne suit pas en classe, lui aussi, sera réorienté sur les conseils du psychiatre. Dès le départ, il participe à l'intégration sociale au niveau du processus scolaire. Le système se met en place. Par la suite, il se réaffirmera

ER SAINTE ANNE

ers psi

de d'une section de la N.A.R. as d'interne dans un service de n praticien et en militant la enjeux de civilisation qui sont

sans cesse surtout par la réintégration au travail, qui constitue le seul type d'accrochage social.

● **Royaliste :** Revenons à la loi de 1838 que le sénateur Caillaudet veut modifier.

Julien Betbeze : Nous sommes toujours régis par cette loi qui, au départ, a été mise en place pour la sécurité du plus grand nombre. C'est une loi de police et de sûreté qui stipule trois modes de placements en service psychiatrique : le placement libre où la liberté du sujet rentre en compte, le placement volontaire et le placement obligatoire qui sont différenciés mais recouvrent la même chose, le placement du sujet contre son gré, par la famille ou par le préfet. D'où le système...

● **Royaliste :** Mais il y a aujourd'hui une réaction à la contestation de la psychiatrie qui met violemment en cause le « délire » gauchiste que l'on assimile à un rousseauisme : l'homme naît bon, la société le déprave.

Julien Betbeze : Disons que le côté organiciste que l'on trouvait chez le professeur Henri Ey, opposant de Lacan, se réaffirme en force. Le livre de Debray-Ritzen contre Freud imprime à cette tendance une autre dimension. On peut dire : c'est organique donc scientifique — sous entendu, ce qui n'est pas scientifique c'est ce qui n'est pas organique, et ce n'est pas sérieux.

Cela me paraît l'erreur inverse de celle qui affirme : tout est culturel. Tout est nature, tout est culture : on ne peut dire ni l'un, ni l'autre. Le problème est de se mettre d'accord sur la genèse des maladies mentales. On peut trouver une augmentation de tel métabolisme lié à la schizophrénie. Mais quel phénomène a entraîné l'autre ? C'est flou. Il peut y avoir un terrain au niveau de la génétique, des conditions de possibilité. Mais alors pourquoi avec les mêmes prédispositions, certains deviennent fous, d'autres pas ?

● **Royaliste :** Debray-Ritzen s'était violemment opposé à Bettelheim.

Julien Betbeze : Bettelheim a mis en valeur le rapport entre le camp de concentration et l'univers psychiatrique : mêmes modes de relation avec autrui. Bettelheim représente donc une tendance humaniste. En changeant le milieu extérieur, on change la condition du fou. Pour Debray-Ritzen, le milieu n'intervient pratiquement pas. Si votre enfant est fou, ne vous culpabilisez pas, c'est génétique, tant pis pour lui.

● **Royaliste :** Une contestation radicale, c'est fort joli. Mais peut-on supprimer la psychiatrie comme cela ?

Julien Betbeze : On ne peut pas supprimer la psychiatrie si on ne supprime pas l'univers culturel dans lequel nous sommes. Elle est là pour réguler cet espace. Parallèlement, il faut une action politique pour changer la cité. Sinon on s'engagera de réformettes en réformettes qui ne feront rien bouger. Dès lors les « psi » vont devenir les « réactionnaires », les derniers garants de l'« ordre ». Mais beaucoup disent : ce que nous souhaitons, c'est le dépérissement total de la psychiatrie.

En un sens le psi, c'est le gentil organisateur de la société industrielle. Prenons un exemple de

son rôle. Le psychiatre voit beaucoup de femmes de la cinquantaine qui dépriment au moment de la ménopause. Pourquoi ? Elles perdent, leur semble-t-il, leur qualité de femmes, celle de la femme qui est belle, l'image que l'on



retrouve dans la publicité. Elles arrivent près de la retraite, elles ne travailleront plus... Voilà l'exemple parfait de pathologie de la personne désinsérée de la société. Que fera le psychiatre ? Remonter le moral, faire passer

le cap. Fondamentalement, ça ne résoud rien. C'est toujours colmater les brèches.

● **Royaliste :** Mais on ne peut ni supprimer la vieillesse, ni abolir la ménopause !

Julien Betbeze : Justement ! Ce qu'il faut c'est un changement de mentalité. Accepter la mort, accepter la condition humaine, accepter l'autre.

La psychiatrie n'est pas neutre, les contenus de son (présumé) savoir fonctionnent idéologiquement comme réflexion transcendante. Le discours psychiatrique s'identifie à la loi et à l'ordre. Il établit une adéquation entre santé et normalité. Solidaire de la société de consommation, il ne disparaîtra qu'avec elle.

Propos recueillis par
Gérard Leclerc

(1) B. de Frémenville - La raison du plus fort - Ed. Seuil - franco 40 F.
On pourra lire aussi avec profit :
R. Castel - l'ordre psychiatrique - Ed. Minuit - franco 49 F.
R. Castel - Le psychanalisme - Ed. 10/18 - franco 24 F.
R. Genti - Les murs de l'asile - Ed. Maspéro - Epuisé.
Jean Clavreul - l'ordre médical - Ed. Seuil - franco 54 F.

" ferraton, le fou, l'assassin "

Après les bavures de l'appareil psychiatrique (affaires Burmann, Péguin, Lavable, Durcin), voilà que la grande presse se remet à parler des internements. Ceci à propos du jugement de Serge Ferraton les 13, 14, 15 décembre 1978 aux assises de Douai, pour avoir tué sa femme et un garçon de douze ans. Mais Ferraton a refusé devant ses juges d'être considéré comme un irresponsable au sens de l'article 64 du Code pénal. Ce refus c'est celui d'être toujours, partout et pour tous, considéré comme le fou, et par conséquent de finir ses jours dans un hôpital psychiatrique.

Car l'univers psychiatrique, il connaît. Rentré à dix ans à l'institut médico-pédagogique d'Armentières, il restera interné seize ans sur la demande d'un médecin-chef indiquant « de gros troubles du caractère et des réactions violentes à l'égard du personnel et des autres pensionnaires ».

Prendre la risque d'encourir la peine de mort, ceci n'est possible que parce que Serge Ferraton a lui-même expérimenté dans sa chair le pouvoir d'une psychiatrie qui soupçonne, juge, enferme, matraque et tue.

Le choix de Ferraton d'être responsable a été soutenu par le syndicat de la psychiatrie et le C.E.E.P.P. (1). Car ses choix tout en dénonçant ce qui, à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions psychiatriques dé-responsabilise, rejette, détruit l'individu, met en lumière les ambiguïtés et les contradictions liées à la pratique généralisée de l'expertise psychiatrique dans le cadre judiciaire.

J.B.

(1) Collectif d'enquête et d'études sur les pratiques psychiatriques. Pour tout contact écrire à Hervé Larroque, 58 rue Victor Hugo, 37000 Tours. — Il faut lire le livre de Serge Ferraton - Ferraton, le fou, l'assassin paru aux éditions Solin - Franco 29 F.

les amants de teruel

Faut-il ramener la politique là où il faudrait l'oublier ? Mais si, justement, c'était à cette limite qu'elle nous importait le plus, qu'elle atteignait en nous la zone de sentiments où s'établissent les correspondances mystérieuses, l'accord entre les paysages et les âmes, les passions et la couleur d'une terre.

Michel Cazenave avec *Les fusils de l'IRA* nous restituait l'Irlande profonde, son peuple indomptable. Voici qu'il nous donne en un second roman la catholicité espagnole... Curieuse catholicité espagnole ou irlandaise qui épouse son terroir et son passé au point où l'on a du mal à saisir en quoi le christianisme a dompté le paganisme. Curieuse « colonisation », où le colonisé paraît parfois jouer avec son maître, drôle de maître. Comme s'il s'agissait pour lui d'abolir l'âme et le corps qui l'accueillent ! Sans cesse il est défié, parfois bafoué, mais il est toujours là, présent dans l'absolu du désir, follement aimé ou provoqué.

Une histoire d'amour, forte, paroxysmique, délirante, (il aurait fallu commencer par là), tel est le roman de Michel Cazenave. L'amour fou, peut-être un peu comme l'envisageait Breton, passionné, exclusif, dont l'érotisme est absolu et dont la violence co-existe avec l'autre violence, la mort, et finira par s'abolir en elle. Diego de Lara, du jour où il a vu à la messe de Pâques s'évanouir la belle Camilla, ne pourra plus l'oublier. Le coup de foudre imparable, sauvage, définitif. Camilla est mariée. Qu'importe, rien ne tient devant l'amour fou. Ils ne se quitteront plus, et mourront d'être séparés comme les deux enfants de Teruel, Diego et Isabel au Moyen-Age, selon la légende.

« *Camilla communiait le jeudi et le dimanche. Diego l'accompagnait. Il se sentait transpercé quand il la voyait revenir défaill-*

lante de l'autel, les joues pâles et creuses et qu'elle s'abattait à genoux, l'espace frêle de la nuque comme offert à Jésus. »

« *Une atroce jalousie le faisait trembler d'angoisse.* »

zola ou la conscience humaine

Sauf quelques cercles très fermés qui ne veulent pas oublier leurs haines, l'affaire Dreyfus ne passionne ni ne divise plus les Français. Pourtant, à la télévision, le « Zola » d'Armand Lanoux et de Stelio Lorenzi a connu un grand succès. Grâce au talent des réalisateurs sans doute, qui ont su faire revivre un personnage émouvant jusque dans ses ridicules. Mais aussi parce que cette vieille « affaire » pose des questions très actuelles.

L'antisémitisme d'abord qui rôde aujourd'hui comme une mauvaise fièvre, et qui n'a pas changé depuis le 19^e siècle. Simplement, il s'étalait avec une violence inouïe dans les journaux et dans les ligues nationalistes alors qu'il est maintenant plus discret, se cachant derrière la « science » mais ré-apparaissant parfois, au détour d'un article ou d'une phrase, en écho fidèle aux imprécations d'Edouard Drumont et de Jules Guérin. C'est l'évidence même : si Dreyfus n'avait pas été juif, l'affaire du « bordereau » n'aurait été qu'une banale histoire d'espionnage. Mais, dans cette France qui sent venir la guerre, ce capitaine d'état-major militariste et patriote faisait

un bouc émissaire tout trouvé, par la différence même qu'on voulait voir dans son nom. Sommes-nous préservés de ces réflexes vieux comme le monde ?

L'affaire Dreyfus, c'est aussi l'esprit de caste. Une caste militaire qui ne veut pas reconnaître qu'elle a pu se tromper, certaine d'incarner l'honneur et s'arrogeant le monopole du patriotisme. Parce qu'elle ne peut pas ne pas avoir raison, parce qu'elle croit être la France même, elle n'hésitera pas à falsifier des documents, elle ne reculera pas devant la forfaiture. C'est tout le débat du procès Zola, où s'opposent deux conceptions du patriotisme et deux conceptions de l'armée. Car pour Zola et les dreyfusards,

dans une quête commune aux romanciers de l'amour. Il n'y a pas d'amour heureux, disait Aragon. Ce n'est pas sûr. Mais la passion peut porter les êtres au déchirement profond. Est-ce gloire de la femme, ou destin infernal du désir ?

Gérard LECLERC

Michel Cazenave — *Les Amants de Teruel* — Albin Michel — Franco 38 F et aussi *Les Fusils de l'IRA* Ed. L'Herne Franco 48 F.

l'armée ne peut se réduire à l'état-major : c'est la nation en armes. Pour eux, l'honneur de l'armée et celui de la nation ne saurait s'accommoder de l'injustice.

L'affaire Dreyfus, c'est enfin la lâcheté des politiciens de gauche, qui font passer les intérêts de leur parti et la stratégie électorale avant la défense de la justice et de la vérité. Seul, parmi les socialistes, Jaurès demeurera fidèle à ses idées, que les autres sacrifient au nom du dogme ou de l'efficacité. Les choses ont-elles aujourd'hui tellement changé ?

Contre les castes et en dehors des partis, il fallait donc que quelqu'un se lève pour dénoncer la forfaiture. Comme l'écrivit Marcel Jullian, le « *J'accuse* » d'Emile Zola « *c'est, bien avant Watergate, et pour longtemps, l'honneur d'être journaliste* ». Pourtant, Zola n'était pas un surhomme : il avait peur de l'orage, ne dédaignait pas les honneurs et n'aimait pas être dérangé. Il se dressa pourtant, contre la haine et l'injustice. Nous avons besoin d'autres Zola...

B. LA RICHARDAIS

— Armand Lanoux et Stelio Lorenzi — *Zola ou la conscience humaine* — Atelier Marcel Jullian — Franco. 67 F.

A quelques jours de Noël, il est difficile de prendre des chemins qui s'éloignent de la crèche. Le mystère de l'enfant-Dieu, celui de la pauvreté et de l'annonce faite aux pauvres nous remplit tellement qu'il nous est cruel d'en abandonner la contemplation. Pourtant, cela fait des semaines que je me promets de parler du livre (1) de Christian Jambet et Guy Lardreau, ces fameux « Anges » dont parle Bernard-Henri Lévy sans que cela paraisse trop incongru. Les « Anges » autour de la crèche ne doivent pas être dépayés ! Ils annoncent paix aux hommes de bonne volonté. Seulement voilà : les anges se mettent à douter ; à remettre en cause leur nature d'ange : « *La barbarie ne gisait-elle pas au fond de l'idée même de changer radicalement l'homme apparaissant dès là qu'on passait à l'acte.* » L'ange barbare se dessine sur fond de Cambodge, pour donner raison à Pascal : « *Qui veut faire l'ange...* » Alors, sans renoncer tout à fait à un point de granit grâce auquel leur pensée trouverait l'espérance d'une sortie de la maîtrise, nos deux admirables soldats du concept se sont lancés dans la tâche qu'ils estimaient la plus urgente, celle d'assurer fondement sûr, dans la pensée, aux droits de l'homme qui seuls peuvent faire barrage à la barbarie.

Ne se tiennent-ils donc pas tout seuls ces fameux droits ? ! Leur réaffirmation solennelle, la grandiloquence des discours onusiennes ne suffisent-elles pas ? Sans doute non. Ils ne seraient pas tant bafoués à l'entour de la planète. L'humanisme progressiste venu des lumières, la chaleur communicative des convents maçonniques, la sentimentalité tolstoiennne n'ont rien empêché. Plus gravement, ils se sont trouvés en concurrence sur le terrain de l'humanisme avec le marxisme lui-même. Soljénitsyne dans son discours d'Harvard ne s'est pas fait faute de le rappeler : « *Plus l'humanisme est devenu matérialiste dans son développement, plus il a donné prise à la spéculation de la part du socialisme, puis du communisme. Si bien que Karl Marx a pu dire en 1844 : le communisme est un humanisme naturalisé.* » Plus que gravement, irréparablement, l'humanisme vole en éclat dans le nihilisme contemporain. Nietzsche fait le constat avec férocité allègre et annonce le sur-homme que quelques fous confondront avec la bête blonde déchainée. Pauvres, pauvres droits de l'homme...

QUI T'A FAIT HOMME ?

Guy Lardreau et Christian Jambet ne sont pas naïfs. Enfants de Mao et de Lacan, ils ont trop mordu à la poussière de l'histoire mêlée de sang, et à la funèbre sarabande du désir pour se vouer à quelque nouvel optimisme naïf. Ils savent ce qu'il y a dans l'homme et cela les empêche à jamais de se réinscrire dans une trajectoire révolutionnaire triomphante. Les pièges dénoncés par Camus sur les chemins de la révolte, ils les connaissent tous. Le tragique les englobe de part en part. Et si, en dépit de tout, ils veulent donner droit à l'homme, c'est un acte de foi dans la nuit, la certitude que l'exigence morale en lui est



par
gérard
leclerc

les droits de l'homme

le point de trouée où s'affirme ce pourquoi vivre vaut mieux que tout. De là les retrouvailles avec Kant qui tenta à partir des exigences irrépressibles de la conscience, de reconstruire ce qui s'était effondré avec la métaphysique. Ils peuvent bien faire les modestes, vouloir s'en tenir à la poussière des combats singuliers. Dans la singularité du vouloir qui par le devoir accède à l'universel, en échappant à l'autonomie, ils retracent une belle odyssée. Et parlant d'une autonomie douce, ils joignent à la quête philosophique, la tendresse du soin qui s'attache au prochain. Et je dis que « penser » ainsi les droits de l'homme peut les sauver et que c'est hommage rendu à la souffrance et à l'holocauste du XX^e siècle.

Peu importe qu'on ne les suive pas sur tous leurs cheminements philosophiques, que l'on affirme des contradictions radicales — ainsi que sur le pouvoir qui n'est pas « immoral » mais peut en-deçà ou au-delà de Machiavel se concevoir légitime — si l'on rejoint le fond de leur requête. Il ne s'agit pas de cette insipide « foi en l'homme » avec laquelle parfois le christianisme contemporain croit habile de se solidariser, sans voir que ses dévots autorisés n'y croient plus. Bien plutôt, il s'agit à chaque pas d'un surgissement dans l'existence, d'une genèse dans la douleur. L'homme n'est pas un donné. C'est une conquête. Le chrétien Maurice Clavel a même montré que cette conquête n'était possible, que dans l'autotranscendance révélée par Socrate, et par le Christ qui seul répond à la question « Qui t'a fait homme. »

LA CONTESTATION TRADITIONALISTE

Nos philosophes débattent de la façon de s'en sortir, de se débrouiller à l'encontre des menaces. Ce n'est pas mesquin. Il faut bien une pratique, une sagesse pour aménager notre séjour. En ce sens aussi, il peut y avoir une nécessité des droits de l'homme. Aux alentours de la Libération, Jacques Maritain avait tenté d'affirmer que les individus « *mutuellement opposés dans leurs conceptions théoriques peuvent arriver à un accord pratique sur une énumération des droits humains.* » C'est sans doute dans cet espace qu'a affaire le politique qui sait raison garder, progresse par empirisme. Si le libéralisme anglo-saxon a une vertu, ne doutons pas que c'est là où il s'agit de servir le prochain sans qu'on ait trop à se casser la tête avec l'absolu. Mais il n'est pas sûr que l'absolu ne soit point là souterraine-

ment et qu'il ne revienne en force sauvagement (avec la violence du sacré ô Jim Jones !).

C'est pourquoi Soljénitsyne ne craint pas de nous apostropher. Notre honnête libéralisme ne se tient pas : « *Etant donné la richesse du développement spirituel acquise dans la douleur par notre pays en ce siècle, le système occidental, dans son état actuel d'épuisement spirituel ne présente aucun attrait.* » Le traditionalisme a toujours accusé ainsi : « *En fin de compte, l'Occident a défendu avec succès, et même surabondamment, les droits de l'homme, mais l'homme a vu complètement s'étioler la conscience de sa responsabilité devant Dieu et la société. Durant ces dernières décennies, cet égoïsme juridique de la philosophie occidentale a été définitivement réalisé, et le monde se retrouve dans une cruelle crise spirituelle et dans une impasse politique.* » Il y aurait bel et bien une concurrence entre les droits de Dieu et les droits de l'homme orgueilleusement affirmés au point où l'auto-suffisance produit l'égoïsme suicidaire. A mon sens, Lardreau et Jambet échappent à ce procès, dans la mesure où s'écartant un peu de la problématique de l'Ange, ils tâchent de se débrouiller — pas si mal — sur un terrain a-religieux. Mais pour certains d'entre nous il n'est pas possible d'ignorer les anathèmes lancés par nos frères traditionalistes.

Procès fondé, nous l'avons vu suffisamment, où l'humanisme des droits de l'homme prétend échapper au tragique et aussi élaborer un superbe procès où l'homme s'effondre de son insignifiance et des boulets que la liberté absolue lui a scellés au cou. Mais la pensée traditionaliste n'est pas si pure elle-même. L'histoire passée et présente accuse suffisamment les tours de passe-passe qui donnent à Dieu la responsabilité des vilenies et des crimes du totalitarisme clérical et du désordre établi. Et puis les traditionalistes peuvent-ils se vanter d'abandonner à « l'adversaire » sans coup férir la liberté. Croient-ils qu'ils garderont pour autant la grâce ? Coupable illusion.

Bien sûr, cette liberté va se trouver idolâtrée ! Est-ce une raison pour contribuer à l'anéantir. Elle n'appartient ni aux libéraux, ni aux libertins, ni aux libertaires. Elle revient aux hommes libres. Il n'est pas facile d'être un homme libre. Boutang nous le rappelait dans une conférence fameuse. Georges Bernanos dans la finale de sa *Lettre aux Anglais* : « *Vous demandez à la liberté de grands biens, je n'attends d'elle que l'honneur. Dût-elle être pour moi, pour moi chrétien, la source de maux sans nombre, l'honneur qu'elle m'apporte me serait encore plus cher que la vie, parce qu'il est l'honneur du Dieu que je sers, qui ne veut être servi que par des hommes libres.* » Ainsi, il ne saurait s'agir d'abandonner homme et liberté. Malades, il faut les guérir pour qu'ils se ressaisissent. « *Lorsque l'homme aura tout perdu, nous réclamerons aussi pour lui, bon gré mal gré, l'onction qui le divinise, nous lui ouvrirons la route du Sacré.* »

Gérard LECLERC

(1) Christian Jambet et Guy Lardreau - Le Monde
Ed. Grasset - En vente au journal - Franco 54 F.



hommage à messiaen

Cette fin d'année 78, la France a rendu hommage au plus grand de ses musiciens, la France de l'Art. Pourquoi notre voix participe-t-elle à ce concert? Quand d'ordinaire la politique s'occupe de l'art, cela sent bien trop souvent la récupération ou la sollicitation de celle-ci de tirer une esthétique de quelques slogans qui tiennent lieu de principes.

De plus en plus étrange, les royalistes n'ont pas d'esthétique, et rien à récupérer! Cela veut dire tout simplement qu'il n'y a pas d'art royaliste et qu'il ne saurait y en avoir. Nous sommes d'abord des citoyens, des artistes ou des penseurs avant d'être des royalistes.

En tant que royaliste que dire donc de la musique d'Olivier Messiaen? Ça et là on analyse les procédés de composition, le langage harmonique, la symbolique colorée des agrégats sonores, les rythmes et modes exotiques... Tel ne sera pas notre propos. Cette démarche est celle des scientifiques de la musique, elle éclaire les musiciens qui ont besoin de connaître la genèse d'une œuvre, sa matière et ses formes parce qu'ils sont des créateurs.

LE MUSICIEN DU XX^e SIECLE

Pourquoi donc la figure d'Olivier Messiaen domine-t-elle tout son siècle? Messiaen est d'abord le musicien du XX^e siècle, siècle qui est le triomphe de la rationalité scientifique et de son corollaire : la transparence totale de l'univers et des hommes à l'en-

treprise de domestication et de rationalisation opérée par le concept. Le XX^e siècle est le triomphe de l'adage cartésien « se rendre maître et possesseur de la nature ». Rien de ce qui est n'échappe à la nature et donc à sa saisie par la science qui postule que l'autre peut toujours se ramener au même. En ce sens la politique et l'art ont pris ce travers : la première avec les totalitarismes modernes communistes ou libéraux où l'homme n'est plus qu'un « homo economicus » dont on peut chiffrer l'activité; le deuxième a imaginé que son matériau était composé d'atomes ou de structures interchangeables et que la création consistait dans tel ou tel arrangement de ces éléments, en oubliant bien souvent que l'art est d'abord un langage symbolique et qu'il doit plaire avant tout.

MUSIQUE ET SECRET

La musique d'Olivier Messiaen est la réponse vivante à ce monde qui ne cesse d'errer parce qu'il a perdu le sens et l'espérance. Mieux que personne, Olivier Messiaen est le musicien du secret. « Les recherches scientifiques,

les preuves mathématiques, les expériences biologiques accumulées, ne nous ont pas sauvé de l'incertitude. Au contraire, elles ont augmenté notre ignorance, en montrant toujours de nouvelles réalités, sous ce qu'on croyait être la réalité ». Musique qui



postule la différence entre tout ce qui est et l'être de ce qui est; musique qui est la voix symbolique de l'affirmation d'une trans-

cendance, et la plus fidèle, la plus sensible et la plus intérieure possibilité de franchir la distance infinie nous séparant de l'être qui nous échappe par excès de proximité.

La musique d'Olivier Messiaen est superlativement d'aujourd'hui car elle est d'avant-hier et d'après-demain : un écho de la plus belle tradition et un dire qui nous fait déjà pressentir ce que le monde de demain pourrait être ou ne peut plus être. Voilà pourquoi cette musique domine son siècle, car elle l'éclaire et lui suggère de nouvelles espérances.

Pour notre bonheur, ce siècle finira bien. Une nouvelle expérience de la pensée grâce à Heidegger nous apprend à surmonter l'épreuve de la mort de Dieu, une nouvelle expérience de la citoyenneté à faire naître la communauté politique et une nouvelle expérience de la musique à nous rapprocher du Secret qu'aucun discours ne saurait dire sans trahir. C'est pour cela que nous vous saluons Olivier Messiaen.

Marc HEDELIN

HUMEUR

le premier janvier de l'an 2000

Le 1^{er} janvier 2000, la France a réveillé dans le noir : pour la 57^e fois, les lignes de l'E.D.F. ont disjoncté, provoquant des pannes jusqu'en Ouzbékistan. Les Français n'ont donc pas entendu les vœux de bonheur de Giscard d'Estaing (fils) qui voulait se féliciter des bons choix effectués par les Français : abandonner le croissant au profit du pain sec au petit déjeuner (afin d'économiser l'énergie) et mettre des gazogènes sur leurs automobiles (pour la même raison). La panne du 1^{er} janvier a eu cependant un effet bénéfique : on s'attend, pour le 1^{er} octobre, à un boom démographique sans précédent. La situation économique n'en demeure pas moins préoccupante : remplaçant les émirs retournés au désert, les capitalistes chinois achètent des dizaines d'entreprises et dépensent des sommes colossales dans les casinos. Totale asservi aux intérêts chinois, Le Figaro n'en souffle mot. Mais l'Humanité lance une grande campagne sur l'indépendance nationale, et vient, au même moment,

de s'apercevoir qu'il y avait des éléments « pas totalement négatifs » dans l'œuvre de Soljénitsyne. L'activité intellectuelle bat son plein : une grande bataille se déroule autour du phénomène des « nouveaux cartésiens », ils font la une du Nouvel Observateur qui avait connu dans ses colonnes des débats animés autour des « nouveaux épicuriens » et des « nouveaux stoïciens » les deux précédentes années. Quant à M. Barre, il va très bien : retiré à Saint-Valéry-sur-Deule, il vient d'attirer l'attention des Français sur la nécessité de « l'effort pour équilibrer nos échanges extérieurs et rétablir la situation sur le marché de l'emploi ». Il faut dire qu'en ce 1^{er} janvier de l'an 2000, la France compte 7 724 372 chômeurs, dont (heureusement) 4 624 871 demandeurs d'emploi, d'où il faut soustraire 50 % de femmes et d'éléments asociaux. Ce qui a permis au Président d'annoncer que la France était en train de sortir de la crise.

Jacques BLANGY

la fédé de Paris

Nous vous avons fait part, dans le dernier numéro de Royaliste, de notre volonté de vous présenter chaque quinzaine une page militante qui échappe le plus possible aux défauts du genre. Nous voulions éliminer le style annonces administratives mais nous ne voudrions pas tomber dans le délire de l'autosatisfaction à la petite semaine. Sans doute ne saurons-nous pas toujours respecter l'équilibre qui s'impose. Nous comptons sur vos réactions pour nous dire si cela passe ou bien s'il faut tenter une autre formule.

Si nous voulons rendre compte de l'état d'esprit du mouvement, il faut commencer par dire qu'en ce début d'année, la pensée des militants royalistes se tourne vers le chef et tous les membres de la Maison de France à qui nous adressons nos vœux de bonheur et de santé.

La monarchie n'est pas en effet une idéologie desséchée que l'on peut défendre efficacement avec les seules armes de l'intelligence. Si le système monarchique s'est, à l'expérience, montré le meilleur système politique possible pour notre pays, il n'en est pas moins vrai que la monarchie n'a aucun sens sans la fidélité au Prince.

Fidèles au Prince, mais sans jamais chercher à le lier dans son action, nous allons donc faire de 1979 une année décisive pour notre cause. Les militants de la fédération de Paris dont nous parlerons aujourd'hui ont en tous cas un programme chargé.

ORGANISATION

La fédé de Paris est composée de cinq sections qui ont respectivement leur centre administratif dans les 15^e, le 13^e, le 12^e, le 19^e et le 17^e arrondissements. Cha-

cune de ces sections a une large autonomie et s'est dotée d'un exécutif de trois membres. Les sections ont pour vocation de créer le plus grand nombre possible de cellules de quartier. C'est ce qui a été rappelé le 18 décembre dernier lors de la réunion de coordination qui a établi le plan d'action détaillé du premier trimestre de 1979.

REUNIONS

Une trentaine de dates de réunions diverses ont pu être fixées définitivement pour les mois de janvier, février et mars prochains. Parmi elles, nous relèverons dès aujourd'hui la date du dîner-débat de la section du 5^e-13^e arrondissement qui sera animé par une personnalité remarquable : Marcel Jullian. Ce dîner aura lieu le vendredi 19 janvier. Le prix des places a été fixé à 45 F (35 F pour les chômeurs et les étudiants) et vous pouvez vous inscrire en nous écrivant. D'autres dîners-débats, pots de sections, réunions amicales ouvertes à tous les lecteurs ont été programmés. Nous vous donnerons toutes indications sur simple demande, sans engagement de votre part. Mais des manifestations plus externes

sont également en préparation à l'image du débat public sur l'Europe qui aura lieu dans le 12^e arrondissement le vendredi 23 février.

LES « MERCREDIS »

En ce qui concerne les mercredis de la N.A.R., ces réunions hebdomadaires dans les locaux du journal qui commencent à 19 h avec un buffet et continuent avec des conférences, des exposés-débats, ou des spectacles vidéo (à partir de 20 h précises), le programme du trimestre est également disponible. Voici les thèmes des premiers mercredis de l'année :

- 10 janvier : le gaullisme sans de Gaulle.
- 17 janvier : l'artiste dans la cité.
- 24 janvier : la France peut-elle tenir son rang dans l'économie européenne?
- 31 janvier : les enfants devant la télévision : ouverture sur le monde ou abrutissement?

AFFICHES

Sachez que les militants de la fédé de Paris mènent le combat sur bien d'autres fronts. Les affichages par exemple qui se succèdent régulièrement et auxquels se sont très récemment ajoutés les « désaffichages ». Non, il ne s'agit pas de censurer, d'enlever à quelque famille d'esprit que ce soit le droit de s'exprimer. Mais lorsque des panneaux publicitaires, loués plusieurs millions de francs, se couvrent d'affiches d'une association pour l'Europe jusque-là totalement inconnue, lorsque ces affiches rappellent étrangement les affiches du parti du Président de la République, et lorsque l'on sait que

l'affichage libre va bientôt être interdit, la colère vous prend. Et quel encouragement d'entendre des Parisiens nous soutenir et spontanément poser bien fort la question : — « D'où vient leur argent à ces Européistes masqués? — Que gagnent-ils à dépenser si gros pour une cause si petite? »

UNE CAMPAGNE

Nul doute que notre campagne, contre la monopolisation des moyens d'expression politique par les grands partis et les lobbies financiers, rencontre de sérieux échos dans une partie de la population parisienne. Alors, puisque nous avons trouvé un thème qui porte, nous allons multiplier nos interventions dans la rue et notamment nos ventes à la criée du bi-mensuel : celles du dimanche matin et aussi les grandes ventes centrales comme celle qui a lieu tous les mercredis de 17 h 45 à 18 h 45 devant et dans la gare Saint-Lazare.

Et vous, pourquoi ne viendriez-vous pas à notre rencontre à l'un des rendez-vous que nous vous proposons, pour discuter, et peut-être même participer à notre combat?

Paul CHASSARD

Si je n'ai parlé que de Paris, il ne faut pas croire pourtant que la province s'endort. Les Nantais organisent le 6 janvier de 14 h à 18 h une réunion de travail et d'information à la salle Pilet, Maison de la Mutualité, 4, rue Désiré-Colombe. Quant aux Niçois c'est le 14 janvier qu'ils accueilleront Bertrand Renouvin pour leur session qui aura lieu à Cannes; vous pourrez avoir tous renseignements en écrivant à N.A.F., B.P. 659, 06012 Nice Cedex.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

une année pour rien ?

Il y a un an, la France vivait dans l'attente des élections. Que reste-t-il aujourd'hui de ses craintes et de ses espérances? Les mêmes sont restés, pour faire la même politique. Et il n'y a plus que lassitude ou dégoût pour les jeux politiques. Nous vivons dans un monde gris, sans passion présente, sans projet pour l'avenir. Au gouvernement, l'autosatisfaction est reine : pas de troubles, pas de révolte, à peine quelques sursauts de colère vite étouffés, vite oubliés. L'actualité va si vite à notre époque...

Etrange tranquillité d'un peuple, faite d'ennui, de peur du lendemain, d'un sentiment d'impuissance face à l'ordre établi : pouvoir, partis, patrons et banquiers, tout cela est trop fort, trop riche, trop habile. Pourtant, nous nous enfonçons dans une crise qui aurait dû ébranler, ou détruire, les pouvoirs institués. Car les discours ne tiennent pas devant les chiffres : l'inflation n'est pas jugulée, puisque les prix de détail ont augmenté de 10 % en 1978, contre 9 % l'an passé. Et le taux de chômage ne cesse de croître, dépassant de beaucoup celui de l'Allemagne, rejoignant celui de la Grande-Bretagne. Terrible constat d'échec qui ne change rien puisqu'aucune alternative n'est offerte.

C'est que la gauche est entrée en crise, au lendemain d'élections qu'elle a perdu par sa faute. Le premier, au soir du second tour, Robert Fabre a quitté le navire en perdition. Et maintenant, la bagarre à couteaux tirés a remplacé l'union de la gauche chantée pendant des années. Si encore l'échec avait pro-

voqué une prise de conscience salutaire, un sursaut décisif contre la routine partisane! Mais, au parti Socialiste, nous n'assistons aujourd'hui qu'au spectacle lamentable des ambitions déchaînées, avec, en arrière plan, de basses considérations d'intérêts — électoraux ou autres. Quant au parti Communiste, il s'accommode fort bien de son rôle d'opposant éternel.

LE DOS ROND

Déconcertante politique : nous vivons une dure crise conjoncturelle, nous entrons dans une difficile période de mutations économiques, sociales, technologiques, et les politiciens ne songent qu'à gérer leur capital électoral, leur potentiel militant, alors que toute une société est à réinventer, à reconstruire. Dans ce bruit de mots qui cache le silence de la pensée, dans cette attente toujours déçue, comment les Français ne choisiraient-ils pas le « chacun pour soi », loin de toute politique? Travailler à l'Université hors de toute agitation, éviter un licenciement, conserver un petit avantage social, refuser les responsabilités qui attirent les ennuis, essayer de vivre pas trop mal malgré la difficulté des temps : en faisant le dos rond, et avec un peu de chance, il ne semble pas impossible de franchir la mauvaise passe.

Ne méprisons pas cette morale provisoire : elle est implicitement dictée aux Français par ceux qui parlent en leur nom. Elle est née, aussi, de l'effondrement des idéologies, des modèles et des grandes causes de droite comme de gauche. La Chine se « dé-maoïse » et noue des relations diplomatiques avec les Américains. Le Cambodge montre le visage nu du totalitarisme et les Vietnamiens fuient massivement leur pays. Dans le Chili et l'Argentine de « l'ordre chrétien », on torture et on assassine. Au Liban et en Ethiopie, nous ne voyons plus que l'horreur des guerres civiles, et le cynisme des grands empires. Comment reprocher à ceux qui, à la télévision, voient ce sang quotidiennement répandu, de s'accommoder, faute de mieux, de M. Giscard d'Estaing?

Méfions-nous cependant de cet engourdissement : M. Giscard d'Estaing agit sur nous comme un tranquillisant qui nous prive de notre volonté et nous

plonge dans l'indifférence. Pendant que nous somnolons, de nouvelles idéologies naissent, qui seront aussi atroces que les précédentes; le libéralisme « avancé » détruit notre économie sans rien reconstruire, l'Europe qu'il nous propose sera l'alibi de sa médiocrité et l'occasion de nouveaux renoncements. Ce grand sommeil que nous désirons parfois, pour ne plus voir les malheurs des autres et les dangers de ce monde, risque d'être une maladie mortelle.

UNE PERIODE DE DEVOILEMENT

Pourtant rien n'est perdu parce que ce pays fatigué est la France. Il ne s'agit pas de faire du dérouléisme, mais de ne pas oublier que cette vieille nation a, au plus profond d'elle-même, une étonnante capacité de résistance, un désir de révolution toujours renaissant. Nous avons connu de terribles déclin, des guerres civiles et étrangères, qui nous laissaient exsangues, des hommes politiques lâches et insouciant. Mais nous avons toujours su retrouver, dans un sursaut de dernière heure, dans une révolte inattendue, le chemin de la libération, les voies d'une rénovation profonde. Ce repliement qui nous inquiète n'est peut-être qu'une manière d'attendre, une apparence qui cache une colère prête à exploser.

Encore faut-il, pour que notre vie reprenne un sens, des idées nouvelles s'inscrivant dans un grand projet de société. Il faut qu'une légitimité populaire l'incarne, fondée non sur l'ambition et les intrigues partisans, mais sur l'histoire et les services rendus. Ce projet et cette légitimité existent, et c'est pourquoi nous ne saurions désespérer. Au fond, 1978 n'a pas été une année pour rien, mais une période de dévoilement : les classes dirigeantes, les partis et les idéologies sont apparus sous leur vrai jour et sont devenus très fragiles.

Notre tâche s'en trouve toute tracée : dénoncer les dernières impostures — l'euro-péenne en particulier — sans trop nous soucier des soubresauts politiques, et surtout montrer la possibilité d'une autre politique, révolutionnaire dans sa conception comme dans son ambition. Je ne dis pas que cela sera facile. Mais la difficulté entre dans la définition de l'espérance.

Bertrand RENOUVIN